

Scolarisation des filles dans l'enseignement de base et risque de tension sur le personnel et les infrastructures scolaires au Bénin : Klouékanmey un exemple typique

**Auteurs : (1) Alphonse M. AFFO, alphaffo@yahoo.fr
(2) Léonie TOVO, altovo2000@yahoo.fr**

1. Introduction

La Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (Jomtien, 1990) a été une opportunité pour réfléchir sur les stratégies visant à réduire les disparités entre filles et garçons en terme de scolarisation. Dès lors, les différents Etats ont mis en œuvre, une série d'actions en faveur de la promotion de l'éducation et de la scolarisation des filles en particulier. Dix ans après la Conférence de Jomtien, les disparités entre sexes ont été réduites presque partout dans le monde sauf dans certains pays de l'Afrique subsaharienne (UNESCO, 2000). Or durant la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD), la communauté internationale a suggéré que soient éliminées en 2005, les inégalités sexuelles sur le plan de l'éducation et que l'universalité de l'école primaire devienne une réalité à partir de 2015. Prenant conscience de la situation, l'Etat béninois a mis en œuvre une série de réformes¹ qui visent à accroître les chances d'accès à l'école aux enfants et aux filles en particulier. Ainsi, depuis 1990 le Bénin a sollicité des partenaires au développement et les communautés à la base afin qu'ils s'engagent davantage à faire de l'éducation de base² une priorité nationale. Cet engagement s'est traduit sur le terrain par des résultats assez probants. Selon les statistiques du Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire (MEPS), les Taux Bruts de Scolarisation (TBS) dans l'enseignement primaire ont respectivement évolué de 59,5% en 1990, à 94,84% en 2005. La situation dans le secondaire s'est également améliorée : le TBS y est passé d'environ 12% en 1992 à 19% en 1999. Le ratio élèves/classe a baissé passant de 51 en 1997 à 48 en 2000. Ces performances cachent cependant, des disparités : sur 100 enfants inscrits au CI, 45 atteignent le CM2 ; 16 parviennent en classe de 3^{ème} de l'enseignement secondaire général et 7 arrivent en classe de Terminale. De même, on assiste à un accès quasi universel à l'enseignement primaire en ville contre au mieux, 86% pour les garçons et 64% pour les filles en campagne. Par ailleurs, les garçons demeurent davantage scolarisés que les filles (UNICEF, 1996).

A partir de 1995 (un an après la mise en œuvre de la réforme de l'éducation scolaire), un phénomène extraordinaire s'est manifesté dans l'un des départements les plus pauvres du pays : le Mono/Couffo. Ce département qui discutait avec celui de l'Atacora le record de la pauvreté et de l'illettrisme jusqu'aux années 1990 s'est approprié les nouvelles réformes et a graduellement battu le record national en terme de scolarisation. La situation dans la Commune de Klouékanmey³ est d'autant plus intéressante dans la mesure où elle est l'une des grandes bénéficiaires des interventions des structures internationales de soutien à la scolarisation des enfants et celle des filles en particulier : UNICEF, Plan Bénin, IFAD... Par ailleurs, la volonté affichée par les autorités municipales à l'égard de la scolarisation des filles y semble beaucoup plus manifeste. Il en est presque de même des parents d'élèves.

Le point de départ de notre réflexion est une série de constats faits à partir de quelques indicateurs de la scolarisation. Les premiers montrent qu'actuellement, la sous-scolarisation des filles est un phénomène qui préoccupe grandement l'Etat, ses partenaires au développement ainsi

¹ (i) les Etats Généraux de l'Education (octobre 1990), (ii) l'adoption du Document Cadre de Politique Educative (janvier 1991) et (iii) la Table Ronde de l'Education (mai 1997)...

² Enseignement primaire et premier cycle de l'enseignement secondaire.

³ Klouékanmey est l'une des communes du département du Mono/Couffo

que les collectivités à la base. Le second révèle que dans le Mono/Couffo, les indicateurs de performance et d'efficacité internes ont connu une évolution spectaculaire⁴ au bout d'une quinzaine d'années. Aucun autre département n'a enregistré une telle performance. La situation à Klouékanmey suit la même tendance⁵ que celle du Mono/Couffo dont elle est issue. La présente communication vise à élucider les risques liés aux performances enregistrées dans la commune de Klouékanmey notamment l'offre de services éducatifs et la pérennité de l'engagement des acteurs de l'éducation.

2. Source de données

Les données analysées ont été collectées au cours d'une légère enquête auprès des ménages et des personnes ressources du secteur éducatif au Bénin. Les statistiques de routine du ministère en charge des enseignements primaire et secondaire ont également permis d'examiner le niveau d'équipement des écoles en infrastructures et en personnel qualifié. 120 chefs de ménage (42% de femmes et 58% d'hommes) auprès desquels vivent 398 enfants en âge d'être scolarisés (189 filles et 209 garçons) ont été interrogés. Des données qualitatives ont été collectées auprès de 20 élèves (dont 10 filles) et de 15 personnes ressources. Les données quantitatives sont le fruit d'un sondage aréolaire stratifié à trois degrés. Comme unités primaires, les arrondissements de Klouékanmey et Djotto ont été retenus respectivement en milieu urbain et rural. Les unités secondaires sont les Zones de Dénombrement (ZD). Les unités tertiaires regroupent les ménages ayant au moins une fille en âge d'être scolarisée. Au premier comme au deuxième niveau du plan de sondage, les localités ont été sélectionnées avec une probabilité proportionnelle à la taille de leur population fournie par le troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH-2002). Au troisième degré, les ménages ont été systématiquement tirés à partir de la liste des ménages éligibles dénombrés pendant l'évolution sur le terrain. Les données qualitatives ont été collectées auprès de différentes personnes ressources ayant concouru à la mise en œuvre du programme de promotion de la scolarisation des filles. Elles ont été identifiées par un choix raisonné.

3. Principaux résultats

Les résultats montrent que les enquêtés sont relativement jeunes (la moitié d'entre eux est âgée de 32 ans), de niveau d'instruction médiocre : 62,5% sont sans instruction, 15,8% ont un niveau primaire et 21,7% ont un niveau secondaire ou plus.

3.1 Attitude des communautés à la base face à la scolarisation des filles

Dans 9 cas sur 10, les chefs de ménages interrogés ont une attitude favorable à la scolarisation des filles. Selon eux, trois activités majeures permettent d'impulser la scolarisation des filles : sensibilisation des populations (60,0%), lutte contre la discrimination sexuelle (62,5%) et sensibilisation des enseignants (51,7%). 8 enquêtés sur 10 (77,9%) attestent que les membres des bureaux de l'Association des Parents d'Elèves (APE) participent à la promotion de la

⁴ Le TBS a évolué de 52,1% (garçons : 71% ; filles : 29,1%) en 1992 à 127,0% (garçons : 145,5% ; filles : 108,7%) en 2005 en passant par 121,7% (garçons : 147,2% ; filles : 96,9%) en 2003. De même, les indicateurs d'efficacité interne du Mono/Couffo, sont les meilleurs possibles au Bénin. Par exemple, en 2003, le taux de promotion y était de 72,3% (contre 70,8% au niveau national), celui de redoublement, de 20,1% (contre 16,7% au Bénin) tandis que celui d'abandon s'élevait à 7,6%⁴ (contre 13,3% au Bénin). En 2005, les valeurs des mêmes indicateurs sont respectivement de 72,81% (contre 69,1% au niveau national) ; 14,05% (contre 17,0%) et 13,14% (contre 14,0%).

⁵ En 2003, la commune de Klouékanmey a présenté des taux de promotion de 74,5% (69,3% chez les garçons et 71,7% chez les filles) ; de redoublement de 15,5% (13,4% chez les garçons et 16,4% chez les filles) et d'abandon de 7,2% (17,3% chez les garçons et 7,9% chez les filles). Malgré un léger tassement, ces indicateurs se sont maintenus en 2005 : taux de promotion : 75,45% (78,1% chez les garçons et 72,0% chez les filles) ; taux de redoublement : 13,3% (13% chez les garçons et 14,0% chez les filles) et taux d'abandon : 11,3% (9,0% chez les garçons et 14,1% chez les filles).

scolarisation des filles dans leur localité. Il en est de même des Organisations Non Gouvernementales (ONG), des autorités municipales et responsables du système éducatif. Le succès du programme de scolarisation des filles résulte de la synergie des efforts entre les communautés, les ONG, les autorités municipales et l'Etat. Parmi les faiblesses figurent : les mariages et/ou grossesses précoces, le faible niveau de revenu des parents pour couvrir les besoins liés à la scolarisation des enfants, les grèves des enseignants, le harcèlement psychologique et/ou sexuel des filles par certains enseignants ...

Sur un autre plan, presque tous les enquêtés estiment que la scolarisation de la fille a des impacts positifs sur la santé de la jeune fille et de la future mère et sur leur éducation. Parmi les activités de soutien à la scolarisation des filles, les enquêtés ont évoqué : la sensibilisation des populations (78,3%), celle des filles (77,5%), la contribution au paiement des droits d'écologie des filles (67,5%) et les dons de fournitures scolaires aux filles (64,2%). Trois enquêtés sur dix ont signalé les dons d'équipements scolaires aux écoles (27,5%) et un sur cinq (20,8%) ont évoqué la gratification des élèves les plus studieuses à l'école. L'analyse des raisons justifiant une opinion favorable à la scolarisation des filles, révèle que pour la plupart des enquêtés (58,7%), les filles ont les mêmes droits que les garçons et quatre sur dix (38,5%) déclarent qu'éduquer une femme c'est éduquer une Nation.

3.2 Impact de la scolarisation des filles sur les infrastructures et équipements scolaires

En examinant l'impact de la scolarisation des filles sur les infrastructures scolaires, on s'aperçoit que selon 6 enquêtés sur 10, la promotion de la scolarisation des filles exerce une pression supplémentaire sur les effectifs existants (61,7%). Elle induit par conséquent, un manque d'infrastructures scolaires (60,0%). Un peu moins de la moitié (45,8%) estime qu'avec la scolarisation accrue des filles, les capacités d'accueil des établissements scolaires sont dépassées. Quatre sur dix (36,7%) pensent que les budgets des écoles ne sont pas adéquats pour accueillir le flux supplémentaire de filles. Par ailleurs, les populations ont évoqué d'autres difficultés qui affectent la scolarisation des filles. Il s'agit : du mariage tardif "des filles" (50,0%), de la trop grande liberté "des filles" qui est vite assimilée au manque de respect aux parents (35,0%), du mariage "des filles" avec des inconnus (20,0%). Moins d'un enquêté sur cinq estime que la scolarisation des filles affecte le bon fonctionnement des ménages notamment en terme de charges (18,3%) et de déficit d'aide familiale pour s'occuper des travaux domestiques (15,0%).

3.3 Impact de la scolarisation des enfants sur les infrastructures scolaires

Il serait prétentieux d'affirmer que seule la promotion de la scolarisation des filles a des impacts directs sur les infrastructures scolaires mais, nul doute qu'elle l'influence. La scolarisation des enfants (tous sexes confondus) nécessite que l'environnement de travail des encadreurs et des apprenants soit assaini et qu'il réponde aux normes.

Les tableaux 2 et 3 indiquent qu'il n'y a pas un équilibre parfait entre le flux d'enfants inscrits dans les établissements scolaires à Klouékanmey et les mesures d'accompagnement que cela requiert. Les déficits sont observés presque à tous les niveaux : personnel d'encadrement qualifié, matériels didactiques, infrastructures scolaires, etc.

Tableau 1 : Répartition des enseignants par qualification et par sexe à Klouékanmey dans le Mono/Couffo et au Bénin

	Instituteurs	Instituteurs adjoints	Sans qualification	Total	% Enseignants qualifiés
KLOUEKANMEY					
Masculin	115	30	204	349	41,6
Féminin	4	3	31	38	18,4
Total	119	33	235	387	39,3
COUFFO / MONO					
Masculin	1 524	257	2 025	3 806	46,8
Féminin	153	33	287	473	39,3
Total	1 677	290	2 312	4 279	46,0
BENIN					
Masculin	8 682	2 293	12 185	23 160	47,4
Féminin	2 600	440	1 948	4 988	61,0
Total	11 282	2 733	14 133	28 148	49,8

Source : Annuaire des statistiques scolaires 2005, MEPS

Malgré les effectifs assez pléthoriques dans les classes notamment au cours primaire, la commune de Klouékanmey reste assez mal pourvue en enseignants qualifiés (39,3%) par rapport à plusieurs autres communes. Un écart de 7 points la sépare de la moyenne départementale (46,0%) et 10,5 points de la moyenne nationale (49,8%).

Tableau 2 : Répartition des enseignants selon le sexe à Klouékanmey dans le Mono/Couffo et au Bénin

	Agents Permanents de l'Etat	Contractuels de l'Etat	Communautaires	Autres	Total	% des Agents de l'Etat
KLOUEKANMEY						
Masculin	98	89	162	0	349	53,6
Féminin	3	14	21	0	38	44,7
Total	101	103	183	0	387	52,7
COUFFO / MONO						
Masculin	1 363	949	1 490	4	3 806	60,8
Féminin	147	117	209	0	473	55,8
Total	1 510	1 066	1 699	4	4 279	60,2
BENIN						
Masculin	7 810	5 920	9 369	61	23 160	59,3
Féminin	2 541	977	1 458	12	4 988	70,5
Total	10 351	6 897	10 827	73	28 148	61,3

Source : Annuaire des statistiques scolaires 2005, MEPS

De même, klouékanmey se retrouve dans le peloton de tête des communes détenant le plus grand nombre d'enseignants communautaires. En conséquence, la part des enseignants "Agents Permanents de l'Etat" (APE) y est relativement faible (52,7%) par rapport à la moyenne du Mono/Couffo (60,2%) et celle du Bénin (61,3%). Le déficit de personnel d'encadrement compétent s'est traduit par un coefficient d'utilisation des enseignants supérieur à l'unité (1,03), un ratio élève/maître (56,6), un ratio élève/classe (54,8) et un ratio élève/groupe pédagogique

(54,8) largement supérieurs à la moyenne nationale et légèrement au dessus de la moyenne départementale (cf. tableau 3).

Tableau 3 : Ratios élèves par maître, élève par salle de classe et élèves par groupe pédagogique à Klouékanmey dans le Mono/Couffo et au Bénin

Départements / Communes	Nombre d'écoles	Ratio Elèves par maître	Ratio Elèves par salle de classe	Ratio Elèves par Groupe Pédagogique	Coefficient d'utilisation des maîtres
KLOUEKANMEY	78	56,6	54,8	54,8	1,03
COUFFO / MONO	837	53,8	53,1	53,1	1,01
ENSEMBLE BENIN	5 722	46,8	48,0	48,0	0,98

Source : *Annuaire des statistiques scolaires 2005, MEPS*

Le recours aux enseignants communautaires pour combler le déficit d'encadreurs est en somme, un pis aller dans la mesure où non seulement les *communautaires* n'ont pas toujours la qualification requise pour former les enfants mais également le processus de leur recrutement reste parfois flou et/ou incompréhensible.

Cette analyse confirme celle de Amédée Odunlami (2004) qui examinant les conditions de réussite des projets *Education et Développement*, annonçait que le plus sûr moyen de manquer une réforme est la formation au rabais des maîtres. *"La formation des maîtres est souvent insuffisante en durée (souvent un an) et limitée à quelques uns pour ceux qui sont admis dans un centre de formation. Quant aux enseignants déjà en service, leur recyclage est négligé et se résume à quelques jours l'an pour ceux qui sont élus. Ainsi, le taux de qualification des maîtres est en général inférieur à 40%, par ailleurs la situation est de plus en plus critique avec l'application des programmes d'ajustement structurels qui amènent au recrutement tous azimuts de vacataires et de communautaires rapidement « briefés » et jetés dans les salles de classe sans aucun suivi pédagogique. Dans ces conditions les enseignants manquent de maîtrise pédagogique et leur réaction naturelle face aux changements qui sollicitent plus de labeur et d'engagement est la réticence, la lenteur, l'apathie..."*

Sur le plan relationnel, les enseignants n'ont reçu aucune formation ; ils entretiennent des relations distantes avec les familles, ne recherchent pas la collaboration comme moyen pédagogique pour les utiliser aux fins d'éducation (pp 6-7).

Au tableau décrit précédemment s'ajoute un taux de couverture en personnel enseignant de 58,9%, traduisant un déficit de 40% (cf. annuaire statistique 2003).

Par ailleurs, en jetant un regard sur les efforts consentis en terme de matériels didactiques, on s'aperçoit que de façon générale, le ratio manuel/élève décroît à mesure qu'on passe d'un groupe pédagogique (inférieur) à un autre (supérieur). La situation de Klouékanmey comme au niveau des indicateurs précédents, est plus préoccupante comparée à la tendance générale au niveau départemental et au niveau national (cf. 4).

Tableau 4 : Répartition des manuels par année d'étude à Klouékanmey dans le Mono/Couffo et au Bénin

	CI	CP	CE1	CE2	CM1	CM2
KLOUEKANMEY						
Effectif des élèves	4 314	4 239	3 910	3 392	3 128	2 920
Manuel de français	4 032	3 582	3 050	1 566	1 205	1 366
Manuel de maths	4 126	3 677	3 087	1 533	1 200	1 346
Ratio manuels/élève	1,89	1,71	1,57	0,91	0,77	0,93
COUFFO / MONO						
Effectif des élèves	43 937	46 779	40 388	36 796	32 720	29 771
Manuel de français	47 460	41 281	36 850	24 911	13 411	13 673
Manuel de maths	46 897	42 044	36 917	24 815	13 156	13 536
Ratio manuels/élève	2,15	1,78	1,83	1,35	0,81	0,91
ENSEMBLE BENIN						
Effectif des élèves	275 672	264 512	221 048	206 258	177 216	173 434
Manuel de français	254 988	230 470	198 709	128 892	73 144	74 268
Manuel de maths	253 854	232 585	199 703	129 224	72 326	72 710
Ratio manuels/élève	1,85	1,75	1,80	1,25	0,82	0,85

Source : Annuaire des statistiques scolaires 2005, MEPS

Par contre, quoique insuffisant, un effort a été fait en terme de construction d'infrastructures scolaires. La proportion de salles de classe construites en matériaux définitifs à Klouékanmey (68,3%) est légèrement au dessus de la moyenne départementale (65,9%) et équivaut à la moyenne nationale (68,1%). Comme l'indique le tableau 5, malgré le déficit d'équipements socioéducatifs et du personnel d'encadrement à Klouékanmey, 9 salles de classes sur 10 (92,40%) y sont en bon état et assez bien entretenues contre 8 sur 10 respectivement au niveau départemental (82,95%) et national (85,36%).

Tableau 5 : Etat des salles et leur répartition à Klouékanmey dans le Mono/Couffo et au Bénin

Départements	Etat des salles	Salles de classe utilisées					% salles de classe en matériaux définitifs
		Murs et toiture en matériaux définitifs	Murs en matériaux définitifs, toiture précaire	Murs précaires, toiture en matériaux définitifs	Total	Salles de classe en matériaux provisoires	
KLOUEKANMEY	Bon	243	0	29	272	3	68,3
	Mauvais	20	2	59	81	0	
	Total	263	2	88	353	3	
MONO COUFFO	Bon	2 583	6	266	2 855	20	65,9
	Mauvais	531	18	496	1 045	0	
	Total	3 114	24	762	3 900	20	
BENIN	Bon	17 563	197	1 815	19 575	166	68,1
	Mauvais	3 013	122	2 905	6 040	0	
	Total	20 576	319	4 720	25 615	166	

Source : Annuaire des statistiques scolaires 2005, MEPS

Si aucune mesure n'est envisagée pour corriger les faiblesses énumérées, les élèves courent le risque d'être mal encadrés, et le taux de déperdition risque de s'agrandir à nouveau car l'environnement de travail serait devenu plus étouffant pour eux et pour les encadreurs. De nos jours, il est observé un taux de redoublement et d'abandon de plus en plus préoccupants surtout lorsqu'on passe d'un niveau (inférieur) à l'autre (supérieur).

4. Conclusion

Après la crise du système éducatif (des années 1980) et les réformes engagées pour améliorer, (par ailleurs), le niveau de scolarisation des filles en particulier, la situation s'est globalement améliorée. Depuis une dizaine d'années la scolarisation des filles a connu un bon spectaculaire à Klouékanmey. Ces progrès sont liés à une conjonction des efforts fournis par l'Etat béninois à travers les responsables du système éducatif, les ONG, les autorités municipales et les communautés. L'Etat béninois a créé les conditions favorables à une scolarisation plus accrue des enfants et des filles en particulier. Des efforts louables ont été faits en terme de promotion de la scolarisation des filles. Aux côtés des interventions de l'Etat, plusieurs organismes d'aide à la coopération se sont investis à divers niveaux : construction des infrastructures scolaires, équipement des écoles en matériels pédagogiques, prise en charge des filles scolarisées, etc. Certains parents d'élèves ont également bénéficié de soutien à leurs activités génératrices de revenus. Il en est de même pour certaines filles déscolarisées et des non scolarisées. En face, les populations se sont engagées à accompagner la scolarisation des enfants à travers une plus forte implication dans la gestion de l'école qui s'est traduite par : la motivation des filles à aller à l'école, la construction de certaines infrastructures scolaires en matériaux définitifs et/ou précaires et à leur équipement, la participation aux campagnes de sensibilisation sur la promotion de la scolarisation des filles, etc. Les médias de proximité ont par ailleurs servi de canaux de transmission de plusieurs émissions en faveur de la scolarisation. Tout se passe comme si l'appui des ONG et des populations est l'un des facteurs les plus déterminants de la ruée vers l'école pour les filles.

Cependant des faiblesses subsistent. Les attentes que requiert le flux actuel d'enfants (filles et garçons) dans le système ne sont pas encore comblées ou ne le sont qu'en partie. Les infrastructures socioéducatives actuelles sont insuffisantes. Il en est de même pour le personnel d'encadrement qui par ailleurs manque de formation et/ou de recyclage. Les enseignants sont parfois débordés par les effectifs scolaires car la mise en œuvre des nouveaux programmes d'enseignement comporte des exigences qui sont loin d'être respectées. A Klouékanmey, la part des enseignants communautaires parmi le personnel d'encadrement est préoccupante dans la mesure où ces derniers ne sont pas toujours qualifiés pour les tâches qu'ils exécutent. Certains enseignants communautaires ont de sérieuses difficultés à encadrer les écoliers. De même, les modalités de leur recrutement sont parfois douteuses. Le niveau actuel des indicateurs de la scolarisation révèle une inadéquation entre les effectifs des enfants et les infrastructures et équipements scolaires. Le véritable défi qui se pose à Klouékanmey est le maintien des indicateurs de performance à leur niveau actuel et l'amélioration de la capacité d'accueil des écoles en terme d'infrastructure et de personnel d'encadrement. Pour y parvenir, les différents acteurs du système devront faire un effort supplémentaire d'investissement notamment en terme de responsabilisation de la communauté et de l'Etat en vue de l'assainissement de l'environnement scolaire afin qu'il soit plus attractif aussi bien pour les enfants que pour le personnel d'encadrement.